

pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, est fixé dans l'échelle de traitements spéciale mentionnée ci-après le traitement de l'agent titulaire du grade d'ouvrier qualifié A (R 41) ou d'ouvrier qualifié C (R 41 - ancien grade) :

— à partir du 1er janvier 1976

145 428-183 588

3' x 2 544

12' x 2 544

(Cl 18 ans — N.4.-G.A.)

— à partir du 1er juillet 1978

153 478-183 588

3' x 1 814

2' x 1 834

10' x 2 200

(Cl 18 ans — N.4.-G.A.)

§ 4. Par dérogation à l'article 1er, 3<sup>o</sup>, du présent arrêté et sous réserve de satisfaire aux conditions prévues à l'article 25 de l'arrêté royal du 11 février 1977 portant des dispositions administratives et pécuniaires particulières en faveur de certains agents des administrations de l'Etat, est fixé dans l'échelle de traitements spéciale mentionnée ci-après, le traitement de l'agent titulaire du grade de conservateur adjoint ou d'attaché au Musée royal de l'armée et d'histoire militaire :

284 280-447 732

3' x 8 904

10' x 13 674

(Cl 24 ans — N.1.-G.B.)

### CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 5. L'arrêté royal du 24 octobre 1978 fixant les échelles de traitements des grades particuliers du Ministère de la Défense nationale, modifié par l'arrêté royal du 31 mai 1983, est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1976 sauf lorsqu'une autre date est fixée pour son application.

Art. 7. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1984.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,

F. VREVEN

Le Ministre du Budget

Ph. MAYSTADT

tieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen, wordt de wedde van de titularis van de graad van geschoold werkman A (R 41) of van geschoold werkman C (R. 41 - oude graad) vastgesteld in de hierna vermelde bijzondere weddeschaal :

— vanaf 1 januari 1976

(Kl 18 jaar — N.4.-G.A.)

— vanaf 1 juli 1978

(Kl 18 jaar — N.4.-G.A.)

§ 4. In afwijking van artikel 1, 3<sup>o</sup>, van dit besluit, en voor zover hij voldoet aan de voorwaarden bepaald bij artikel 25 van het koninklijk besluit van 11 februari 1977 houdende bijzondere administratieve en geldelijke bepalingen betreffende sommige personeelsleden in de rijksbesturen, wordt de wedde van de titularis van de graad van adjunct-conservator of van attaché bij het koninklijk museum van het leger en van krijgsgeschiedenis vastgesteld in de hierna vermelde bijzondere weddeschaal :

(Kl 24 jaar — N.1.-G.B.)

### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 5. Het koninklijk besluit van 24 oktober 1978 tot vaststelling van de weddeschalen voor de bijzondere graden bij het Ministerie van Landsverdediging, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 mei 1983, wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1976 behalve wanneer een andere datum voor zijn toepassing is vastgesteld.

Art. 7. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1984.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,

F. VREVEN

De Minister van Begroting,

Ph. MAYSTADT

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

### MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 85 — 298

19 DÉCEMBRE 1984. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi de subventions pour une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie dans l'industrie

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er, § 3 et l'article 6, § 1er, VII;

Vu l'accord du Ministre qui a le budget dans ses attributions;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Considérant qu'il est de l'intérêt régional de maîtriser la consommation d'énergie dans l'industrie;

Considérant qu'il est urgent de réglementer les aides financières de la Région wallonne en matière de maîtrise de la consommation d'énergie;

Considérant que les industries (hors sidérurgie) consomment environ 20 % de l'énergie finale en Wallonie;

Considérant qu'il convient de promouvoir sans délai les actions visant à réduire la consommation d'énergie dans l'industrie;

Sur proposition du Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Énergie,

Arrête :

#### CHAPITRE I. — Dispositions générales

**Article 1er.** Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1. Le Ministre : le membre de l'Exécutif qui a l'énergie dans ses attributions.

2. Entreprise : toute exploitation quelconque, dotée ou non de la personnalité juridique, qui exerce des activités industrielles en Région wallonne.

#### CHAPITRE II. — Subventions

**Art. 2.** Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises pour les frais d'expertise préalable à tout investissement suivi d'une réalisation, visant à récupérer et valoriser l'énergie ainsi qu'à développer les sources nouvelles d'énergie.

— Le taux de la subvention est égal au maximum à 75 % des frais d'expertise. Le montant de la subvention est calculé sur base d'un devis d'expertise établi par un organisme indépendant et dûment approuvé par le Ministre. Le Ministre, peut, en outre, inclure dans les frais d'expertise, ceux que l'entreprise a engagés parce qu'ils sont nécessaires à la réalisation de l'expertise.

— La subvention est accordée en fonction des critères suivants :

- a) l'amélioration du bilan énergétique de l'entreprise;
- b) les avantages que la Région retire de l'investissement visé au paragraphe 1er.

**Art. 3.** Dans les limites des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des subventions aux entreprises qui sollicitent un agrément technique pour un de leurs produits contribuant à une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie.

— Le taux de la subvention est égal, au maximum, à 80 % des frais rendus nécessaires par la procédure d'agrément, tels que les frais d'essais techniques et de constitution de dossier.

— La subvention est accordée en fonction des critères suivants :

- a) les avantages que la Région peut retirer à la suite de l'octroi de l'agrément;
- b) l'importance de l'entreprise.

**Art. 4.** Contrat avec les fédérations professionnelles.

— Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut conclure des contrats comportant l'octroi de subventions, avec des fédérations professionnelles d'entreprises appartenant à une même branche d'activité, qui s'engagent à effectuer des opérations en vue d'une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie dans le secteur concerné.

— Le taux de la subvention est égal, au maximum, à 75 % des dépenses relatives aux opérations visées à l'alinéa 1er, et évaluées dans le contrat.

— Le montant de la subvention est fixé par le Ministre et est indiqué dans chaque contrat conclu.

**Art. 5.** Recherche appliquée et développement de produits ou procédés nouveaux.

— Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des avantages aux entreprises et aux institutions universitaires et aux Centres de recherche dotés de la personnalité juridique, en

vue d'encourager la recherche et le développement de produits et de procédés nouveaux à caractère industriel qui permettent une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie dans l'industrie.

— Il y a lieu à récupération de l'avance lorsqu'il y a exploitation du produit ou du procédé mis au point grâce à la recherche. Les modalités de cette récupération sont calculées en fonction du chiffre d'affaires obtenu.

— Le taux de l'avance est égal au maximum à :

— 50 % des frais de matériel inhérents au projet;

— 100 % des frais de personnel et de fonctionnement inhérents au projet.

— L'avance est accordée en fonction des avantages que la Région retire du développement et de l'utilisation du produit ou du procédé.

**Art. 6.** Projet de démonstration en vraie grandeur.

— Dans la limite des crédits budgétaires, le Ministre peut accorder des avances à toute personne physique ou morale en vue de réaliser, en vraie grandeur, un projet de démonstration ayant valeur d'innovation ou de référence et contribuant à une meilleure maîtrise de la consommation d'énergie notamment par la récupération d'énergie et par le développement des sources nouvelles d'énergie.

— L'avance est égale, au maximum, à 50 % du total du projet.

Sur base du projet de budget dûment approuvé par le Ministre, le montant de l'avance est calculé en fonction des critères suivants :

— la valeur d'innovation ou de référence du projet en tant que première application industrielle, en vraie grandeur;

— les avantages que la Région retire du projet;

— les perspectives de rentabilité et de commercialisation du projet.

— Les modalités de la récupération tiendront compte du type d'exploitation commerciale. Elles se baseront sur le chiffre d'affaires réalisé en cas de contrat avec le producteur et sur l'avantage de coût en cas de contrat avec l'acheteur.

#### CHAPITRE III. — Contrôle

**Art. 7.** Contrôle et sanctions.

Sans préjudice de l'application de l'arrêté royal n° 5 du 18 avril 1987, relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions, le contrôle du respect des conditions qui sont imposées, en vertu du présent arrêté, aux bénéficiaires de subventions est exercé par le Ministère de la Région wallonne, Inspection générale de l'énergie, assisté par un comptable au recouvrement.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions finales

**Art. 8.** La subvention ou l'avance visée aux articles 2, 3 et 5 ne peut être cumulée avec d'autres subventions ou aides quelconques relatives à l'objet pour lequel elle est octroyée.

— L'avance visée à l'article 6 ne peut être cumulée avec aucune autre subvention ou aide quelconque accordée par la Région wallonne, à l'exception des subventions qui seraient octroyées par les Communautés européennes.

**Art. 9.** Le Ministre détermine :

a) les conditions d'octroi des subventions et des avances;

b) la procédure d'introduction et d'examen des demandes;

c) les modalités de liquidation des subventions et des avances ainsi que, pour ces dernières, les modalités de remboursement;

d) les justifications à produire par les bénéficiaires.

**Art. 10.** Exécution.

Le Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 décembre 1984.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon chargé de l'Économie

J.-M. DEHOUSSE

Le Ministre de la Région wallonne pour le Budget et l'Énergie,

Ph. BUSQUIN

## UBERZETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 85 — 298

19. DEZEMBER 1984. — Erlass der Wallonischen Regionalexekutive  
über die Bewilligung von Subventionen für eine wirkungsvollere Eindämmung des Energieverbrauchs in der Industrie

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1, § 3 und des Artikels 6, § 1, VII;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

In der Erwägung, dass es im Interesse der Region liegt, den Energieverbrauch in der Industrie einzudämmen;

In der Erwägung, dass eine Regelung der finanziellen Beihilfen der Wallonischen Region in Sachen Eindämmung des Energieverbrauchs dringend ist;

In der Erwägung, dass die Industrien (die Eisen- und Stahlindustrie ausgenommen) zirka 20 % des Gesamtenergieverbrauchs in Wallonien verzeichnen;

In der Erwägung, dass es angebracht ist, unverzüglich die Massnahmen zur Verringerung des Energieverbrauchs in der Industrie zu fördern;

Auf Vorschlag des Ministers der Wallonischen Region für Haushalt und Energie;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

## KAPITEL 1. — Allgemeine Bedingungen

**Artikel 1.** Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1. dem Minister : das Mitglied der Exekutive, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört.

2. Unternehmen : jeglichen Betrieb, mit oder ohne Rechtspersönlichkeit, der in der Wallonischen Region industrielle Aktivitäten ausübt.

## KAPITEL 2. — Subventionen

**Art. 2.** Der Minister kann den Unternehmen innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel Subventionen gewähren für die Kosten des Sachverständigengutachtens, das jeder Investierung mit anschliessender Verwirklichung zur Rückgewinnung und Aufwertung von Energie sowie zur Entwicklung neuer Energiequellen vorangeht.

— Der Subventionssatz beträgt maximal 75 % der Sachverständigenkosten.

Die Höhe der Subvention wird aufgrund eines Voranschlags der Sachverständigenkosten berechnet, der von einer unabhängigen Anstalt erstellt und vom Minister ordnungsgemäss genehmigt wird.

Der Minister kann ausserdem in die Sachverständigenkosten die Kosten mit einbeziehen, die das Unternehmen eingegangen ist, weil sie zur Erstellung des Sachverständigengutachtens notwendig sind.

— Die Subvention wird unter Berücksichtigung folgender Kriterien gewährt :

a) die Verbesserung der Energiebilanz des Unternehmens;

b) die Vorteile, die der Region aus der in Paragraph 1 genannten Investierung entstehen.

**Art. 3.** Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Minister den Unternehmen, die für eines ihrer Produkte, eine technische Zulassung beantragen, Subventionen gewähren, wenn dieses Produkt zu einer wirkungsvolleren Eindämmung des Energieverbrauchs beiträgt.

— Der Subventionssatz beträgt maximal 60 % der Kosten, die durch das Zulassungsverfahren nötig geworden sind wie z.B. die Kosten für die technischen Versuche und die Erstellung einer Akte.

— Die Subvention wird unter Berücksichtigung folgender Kriterien gewährt :

a) die Vorteile, die der Region aus der Bewilligung der Zulassung entstehen;

b) die Wichtigkeit des Unternehmens.

**Art. 4.** Vertrag mit den Berufsverbänden.

— Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Minister mit den Berufsverbänden von Unternehmen eines selben Geschäftsbereichs, die sich verpflichten, Aktionen zu einer wirkungsvolleren Eindämmung des Energieverbrauchs im betreffenden Sektor durchzuführen, Verträge abschliessen, die die Bewilligung von Subventionen enthalten.

— Der Subventionssatz beträgt maximal 75 % der im Vertrag geschätzten Ausgaben bezüglich der in Absatz 1 erwähnten Aktionen.

— Der Betrag der Subvention wird vom Minister festgelegt und in jedem abgeschlossenen Vertrag angegeben.

**Art. 5.** Angewandte Forschung und Entwicklung von neuen Produkten oder Verfahren.

— Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Minister den Unternehmen und universitären Einrichtungen sowie Forschungszentren mit Rechtspersönlichkeit Vorteile gewähren, um die Forschung und die Entwicklung von neuen Produkten und Verfahren mit industriellen Eigenschaften, die eine wirkungsvollere Eindämmung des Energieverbrauchs in der Industrie ermöglichen, zu fördern.

— Es besteht Grund zur Eintreibung des Vorschusses, wenn das dank der Forschung entwickelte Produkt oder Verfahren vermarktet wird.

Die Massnahmen dieser Eintreibung werden unter Berücksichtigung des erzielten Umsatzes berechnet.

— Der Vorschussatz beträgt maximal :

— 50 % der mit dem Projekt verbundenen Materialkosten.

— 100 % der mit dem Projekt verbundenen Personal- und Funktionskosten.

— Der Vorschuss wird unter Berücksichtigung der Vorteile gewährt, die der Region aus der Entwicklung und dem Gebrauch des Produkts oder des Verfahrens entstehen.

**Art. 6.** Modell zu Demonstrationszwecken in wahrer Grösse.

— Innerhalb der Grenzen der Haushaltsmittel kann der Minister jeder natürlichen oder juristischen Person Vorschüsse gewähren, um ein Modell zu Demonstrationszwecken in wahrer Grösse zu verwirklichen, das Neuerungs- oder Richtwert hat und zu einer wirkungsvolleren Eindämmung des Energieverbrauchs besonders durch Wiedergewinnung von Energie und die Entwicklung neuer Energiequellen beiträgt.

— Der Vorschuss beträgt maximal 50 % der Gesamtkosten des Projekts. Auf der Grundlage des vom Minister ordnungsgemäss genehmigten Haushaltsvoranschlags wird der Betrag des Vorschusses unter Berücksichtigung folgender Kriterien berechnet :

— der Neuerungs- oder Richtwerts des Modells in wahrer Grösse ab erster industrieller Anwendung;

— die Vorteile, die der Region aus dem Modell entstehen;

— die Aussichten auf Rentabilität und Vermarktung des Modells.

— Die Eintreibungsmodalitäten berücksichtigen die Art der Verwertung. Sie stützen sich auf den erzielten Umsatz im Falle eines Vertrages mit dem Hersteller und auf die Kosteneinsparungen im Falle eines Vertrages mit dem Käufer.

## KAPITEL III. — Kontrolle

**Art. 7.** Kontrolle und Sanktionen.

Unbeschadet der Anwendung des königlichen Erlasses Nr. 5 vom 18. April 1967 betreffend die Kontrolle der Gewährung und der Verwendung der Subventionen, wird die Kontrolle über die Einhaltung der den Beziehern von Subventionen auf Grund des vorliegenden Erlasses auferlegten Bedingungen vom Minister der Wallonischen Region, Generalinspektion für Energie, mit Hilfe eines Eintreibungsbuchhalters ausgeübt.

## KAPITEL IV. — Schlussbestimmungen

**Art. 8.** Die in den Artikeln 2 und 3 erwähnte Subvention oder der in Artikel 5 genannte Vorschuss kann nicht zusammen bezogen werden mit anderen Subventionen oder gleichwelchen Hilfen bezüglich des Gegenstands, für den sie bzw. er gewährt wird.

— Der in Artikel 6 genannte Vorschuss kann nicht zusammen mit irgendeiner anderen von der Wallonischen Region bewilligten Subvention oder Hilfe bezogen werden, mit Ausnahme der von der Europäischen Gemeinschaft gewährten Subventionen.

**Art. 9.** Der Minister bestimmt :

- a) die Bedingungen für die Bewilligung der Subventionen und der Vorschüsse;
- b) das Verfahren zur Einreichung und Untersuchung der Anträge;
- c) die Modalitäten der Auszahlung der Subventionen und der Vorschüsse sowie, was die letzteren angeht, die Modalitäten der Rückerstattung;

d) die von den Beziehern zu erbringenden Nachweise.

**Art. 10.** Durchführung.

Der Minister ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 19. Dezember 1984.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Region, beauftragt mit der Wirtschaftspolitik,

J.-M. DEHOUSSE

Der Minister der Wallonischen Region für Haushalt und Energie,

Ph. BUSQUIN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 85 — 298

**19 DECEMBER 1984. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de verlening van subsidies voor een betere beheersing van het energieverbruik in de industrie**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1, § 3 en artikel 6, § 1, VII;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Overwegende dat het van regionaal belang is het energieverbruik in de industrie te beheersen;

Overwegende dat het dringend geboden is de financiële tegemoetkomingen van het Waalse Gewest inzake energieverbruik te reglementeren;

Overwegende dat de industrieën (buiten staalindustrie) ongeveer 20 % van de eindenergie in Wallonië verbruiken;

Overwegende dat het geboden is onverwijld acties met het oog op de vermindering van het energieverbruik in de industrie te bevorderen;

Op de voordracht van de Minister van het Waalse Gewest voor de Begroting en de Energie,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1. De Minister : het lid van de Executieve tot wiens bevoegdheid de energie behoort.
- 2. Ondernemingen : enige exploitatie met of zonder rechtspersoonlijkheid, die in het Waalse Gewest industriële activiteiten uitoefent.

**HOOFDSTUK II. — Subsidies**

**Art. 2.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister subsidies aan de ondernemingen verlenen voor de kosten van de aan enige investering voorafgaande expertise gevolgd door een realisatie met het oog op de terugwinning en de valorisatie van de energie alsook de ontwikkeling van nieuwe energiebronnen.

— De subsidie bedraagt maximaal 75 % van de expertisecosten.

Het bedrag van de subsidie wordt berekend op grond van een expertisebegroting opgemaakt door een onafhankelijke instelling en behoorlijk goedgekeurd op de Minister. De Minister kan ook als expertisecosten in aanmerking nemen de door de onderneming gedane uitgaven als zij noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de expertise.

— De subsidie wordt verleend met inachtneming van de volgende criteria :

- a) de verbetering van de energiebalans van de onderneming;
- b) de voordelen die het Gewest uit de in paragraaf 1 bedoelde investering haalt.

**Art. 3.** Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister subsidies verlenen aan de ondernemingen die een technische erkenning aanvragen voor één van hun producten die tot een betere beheersing van het energieverbruik bijdragen.

— De subsidie bedraagt maximaal 60 % van de kosten die voor de erkennings-procedure noodzakelijk zijn, met name de kosten inzake technische proeven en de samenstelling van het dossier.

— De subsidie wordt verleend met inachtneming van de volgende criteria :

a) de voordelen die het Gewest uit het verlenen van de erkenning kan halen;

b) de grootte van de onderneming.

**Art. 4.** Overeenkomst met de beroepsverbonden.

— Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister overeenkomsten tot verlening van subsidies sluiten met beroepsverbonden van tot eenzelfde economische sector behorende ondernemingen die zich verplichten verrichtingen te doen met het oog op een betere beheersing van het energieverbruik in de betrokken sector.

— De subsidie bedraagt maximaal 75 % van de uitgaven betreffende de in het eerste lid bedoelde verrichtingen en die in de overeenkomst begroot zijn.

— Het bedrag van de subsidie wordt door de Minister vastgesteld en wordt in elke overeenkomst vermeld.

**Art. 5.** Toegepast onderzoek en ontwikkeling van nieuwe producten en procédés.

— Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister voordelen verlenen aan ondernemingen en universitaire instellingen en Onderzoekingscentra met rechtspersoonlijkheid met het oog op de bevordering van het onderzoek en de ontwikkeling van nieuwe producten en procédés met industrieel karakter die een betere beheersing van het energieverbruik in de industrie mogelijk maken.

— Het voorschot moet teruggevorderd worden in geval van exploitatie van het dank zij dit onderzoek ontwikkelde produkt of procédé.

De modaliteiten van deze terugvordering worden in verhouding tot het omzetcijfer berekend.

— Het voorschot bedraagt maximaal :

- 50 % van de aan het project verbonden materiële kosten;
- 100 % van de aan het project verbonden personeels- en werkkosten.

— Het voorschot wordt verleend met inachtneming van de voordelen die het Gewest uit de ontwikkeling en het gebruik van het produkt of het procédé haalt.

**Art. 6.** Proefproject op ware grootte.

— Binnen de perken van de begrotingskredieten kan de Minister voorschotten verlenen aan elke natuurlijke of rechtspersoon met het oog op de uitvoering op ware grootte van een proefproject met innovatie- of referentiewaarde dat onder meer door de terugwinning van energie en de ontwikkeling van nieuwe energiebronnen tot een betere beheersing van het energieverbruik bijdraagt.

— Het voorschot bedraagt maximaal 50 % van het totaalbedrag van het project.

Op grond van het door de Minister behoorlijk goedgekeurde begrotingsontwerp wordt het bedrag van het voorschot met inachtneming van de volgende criteria berekend :

- de innovatie- en referentiewaarde van het project als eerste industriële toepassing op ware grootte;
- de voordelen die het Gewest uit het project haalt;
- de rentabiliteits- en commercialiseringsperspectieven van het project.
- De modaliteiten van de terugvordering zullen met de commerciële exploitatievorm rekening houden. Ze zullen steunen op het omzetcijfer in geval van een overeenkomst met de producent en in geval van een overeenkomst met de koper op het kostprijsoordeel.

### HOOFDSTUK III. — *Controle*

#### Art. 7. Controle en straffen.

Onverminderd de toepassing van het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1967 betreffende de controle op de toekenning en de aanwending van de subsidies, wordt de controle op naleving van de krachtens dit besluit aan de subsidietrekkers opgelegde verplichtingen uitgeoefend door het Ministerie van het Waalse Gewest, algemene Inspectie van de energie, bijgestaan door een rekenplichtige voor de terugvordering.

De Minister-Voorzitter van het Waalse Gewest belast met de Economie,

J.-M. DEHOUSSE

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting en Energie,

Ph. BUSQUIN

### HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

**Art. 8.** De subsidie of het voorschot bedoeld in de artikelen 2, 3 en 5 mag niet gecumuleerd worden met enige andere subsidie of tegemoetkoming met betrekking tot het doel waarvoor ze/het verleend wordt.

— Het in artikel 6 bedoelde voorschot mag niet gecumuleerd worden met enige andere door het Waalse Gewest verleende subsidie of tegemoetkoming, met uitzondering van de eventueel door de Europese Gemeenschappen verleende subsidies.

#### Art. 9. De Minister bepaalt :

- a) de voorwaarden inzake verlening van subsidies en voorschotten;
- b) de procedure inzake indiening en onderzoek van de aanvragen;
- c) de modaliteiten inzake betaling van de subsidies en voorschotten alsook voor deze laatste, de modaliteiten van terugbetaling;
- d) de door de subsidietrekkers te verstrekken verantwoording.

#### Art. 10. Uitvoering.

De Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 1984.

## AUTRES ARRÊTÉS

### SERVICES DU PREMIER MINISTRE

#### Ordres nationaux. — Nominations

Par arrêtés royaux du 15 novembre 1984, sont nommés :

#### *Commandeur de l'Ordre de la Couronne*

M. Leyman, G., premier conseiller à l'administration du Comité supérieur de contrôle.

#### *Officier de l'Ordre de Léopold*

M. Hazette, P., secrétaire permanent adjoint au recrutement. Il portera la décoration civile.

#### *Officier de l'Ordre de Léopold II*

M. Erauw, E., commissaire en chef à l'administration du Comité supérieur de contrôle.

#### *Chevaliers de l'Ordre de Léopold*

MM. Amant, N. et Melotte, J., respectivement conseiller adjoint et secrétaire principal au Secrétariat permanent de recrutement.

Ils porteront la décoration civile.

Les intéressés prennent rang dans les Ordres à dater du 15 novembre 1984.

Par arrêté royal du 23 novembre 1984, M. Schepmans, J., rédacteur en chef au « *Pourquoi Pas ?* » est nommé Chevalier de l'Ordre de Léopold.

Il portera la décoration civile.

Il prend rang dans l'Ordre à partir de cette date.

## ANDERE BESLUITEN

### DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

#### Nationale Orden. — Benoemingen

Bij koninklijk besluiten van 15 november 1984, worden benoemd tot :

#### *Commandeur in de Kroonorde*

De heer Leyman, G., eerste adviseur bij de administratie van het Hoog comité van toezicht.

#### *Officier in de Leopoldsorde*

De heer Hazette, P., adjunct-vast wervingssecretaris. Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

#### *Officier in de Orde van Léopold II*

De heer Erauw, E., hoofdcommissaris bij de administratie van het Hoog comité van toezicht.

#### *Ridder in de Leopoldsorde*

De heren Amant, N., en Melotte, J., respectievelijk adjunct-adviseur en eerstaanwezend secretaris bij het Vast Wervingssecretariaat.

Zij zullen het burgerlijk ereteken dragen.

De betrokkenen nemen van 15 november 1984 af hun rang in de Orde in.

Bij koninklijk besluit van 23 november 1984, wordt de heer Schepmans, J., hoofdredacteur bij de « *Pourquoi Pas ?* » benoemd tot Ridder in de Leopoldsorde.

Hij zal het burgerlijk ereteken dragen.

Hij neemt vanaf dezelfde datum zijn rang in de Orde in.